

**ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET ECONOMIE DE MARCHÉ :  
ENTRE ALTERNATIVITE ET COMPLEMENTARITE**

**SOCIAL AND SOLIDARITY ECONOMY AND MARKET ECONOMY:  
BETWEEN ALTERNATIVITY AND COMPLEMENTARITY**

**TIROU Najib**

**Professeur chercheur**, Economie Sociale et Solidaire  
Institut National de l'Action Sociale, INAS Tanger-Maroc  
E-mail : [najibtirou@gmail.com](mailto:najibtirou@gmail.com)

**BELMAATI Hicham**

**Professeur chercheur**, Economie et Gestion  
Institut National de l'Action Sociale, INAS Tanger-Maroc  
E-mail : [hicham.belmaati@gmail.com](mailto:hicham.belmaati@gmail.com)

**Résumé**

« Alternative », « complémentaire », « courant », « idéologie » les termes ne manquent pas pour tenter de désigner l'économie sociale et solidaire. En tant que forme de l'économie elle intervient dans les interstices de l'économie de marché et surmonte ses périls et c'est à cela qu'elle prend un regain d'intérêt des universitaires. Elle désigne encore un courant de pensée qui s'est mis en place en XIX<sup>e</sup> siècle pour répondre à la question sociale irréductible à la réponse marxiste ou à la réponse libérale sous une approche associationniste. A cet égard, l'économie sociale et solidaire est un dispositif mis en place par des acteurs afin de promouvoir des initiatives sociales. Dès lors, des tensions paradoxales se manifestent : entre complémentarité et alternativité, courant et idéologie. La question d'articulation de l'économie sociale et solidaire et de l'économie de marché présente un champ du savoir scientifique à explorer. L'objectif de cet article est d'entrevoir le véridique lien entre l'économie sociale et solidaire et l'économie de marché.

**Mots clés :** économie sociale, économie solidaire, économie de marché, alternative, complémentaire.

### **Abstract**

"Alternative", "complementary", "current", "ideology", there is no lack of terms to try to designate the social and solidarity economy. As a form of economy it intervenes in the interstices of the market economy and overcomes its perils and it is to this that it takes a renewed interest of the academics. It still designates a current of thought which was set up in XIXe century to answer the social question irreducible to the Marxist answer or to the liberal answer under an associationist approach. In this respect, the social and solidarity economy is a device set up by actors to promote social initiatives. From then on, paradoxical tensions appear: between complementarity and alternativity, current and ideology. The question of the articulation of the social and solidarity economy and the market economy presents a field of scientific knowledge to be explored. The objective of this article is to glimpse the true link between the social and solidarity economy and the market economy.F

**Keywords:** social economy, solidarity economy, market economy, alternative, complementary.

### **Introduction**

Jamais, dans les annales de l'histoire, l'humanité n'a été confrontée à des crises aussi aigües que celles qui secouent le monde à l'aube de ce troisième millénaire. La loi est désormais celle du marché. L'autorité n'est plus désormais aux mains de l'État, mais plutôt dans celles des technocrates et du monde de la finance. Les entreprises et surtout les multinationales sont devenues des entités puissantes dont le pouvoir décisionnel guide les politiques des États, modifient la carte géostratégique du monde sans égard, ni pour l'humain, ni pour son environnement, les réduisant à une simple valeur monétaire. La soif insatiable du profit, le cumul de plus de richesses priment sur le capital humain et tous les moyens sont bons quitte à affamer des peuples entiers, à faire travailler des enfants en bas âge et dans des conditions inhumaines. Les conséquences de l'économie de marché ne tardent pas à apparaître au grand jour, et ses dérives sont décriées et dévoilées à la société civile dans des rapports alarmants par des organismes internationaux, des ONG et des mouvements citoyens. La liste des scandales au cours de cette dernière décennie est longue et déconcertante : crises des subprimes, scandales financiers, politiques de réajustement et de délocalisation adoptée par des firmes

multinationales entraînant des licenciements massifs et un chômage durable, montée des inégalités, surexploitation des ressources naturelles, altération irréversible de l'environnement (Swaton, 2011).

Cette économie capitaliste s'avère ainsi insensible aux dimensions sociales et environnementales. Livrée à elle-même, elle est incapable d'élaborer des stratégies à long terme conformes aux normes d'un développement socialement incluant, respectueux de la nature et économiquement viable (Jeantet, 2008).

Surmonter ces obstacles amènera nécessairement à remettre en cause cette économie « à but lucratif » visant avant tout la création de richesses économiques (Kayser et Budinich, 2016).

Face à des comportements mondialement décriés, les réflexions universitaires et les propositions d'actions concrètes affluent, marquant une volonté délibérée de renouveau dans le monde économique et financier. Il s'agit de penser et entreprendre « autrement ». Comment ? En faisant davantage de social (Swaton, 2011).

C'est dans ce contexte qu'il faut interpellier les acquis et le potentiel de l'économie sociale et solidaire qui, fidèle aux valeurs qui lui sont propres, rejette la poursuite du profit financier approprié individuellement et, de ce fait, subvertit l'économie de marché (Jeantet, 2008).

L'économie sociale trouve ses racines au niveau mondial dès le Moyen Age où guildes, confréries, jurandes, corporations et compagnonnage constituent autant de formes d'organisation sociale préfigurant ce que seront plus tard les organisations de l'économie sociale. Placées en général sous le patronage d'un saint, guildes et confréries ont une vocation essentiellement charitable, se donnant pour mission de porter secours aux membres d'un métier en cas de maladie ou de décès (Bidet, 1997).

Après, avec le socialisme utopique courant de pensée représenté par plusieurs penseurs, à savoir ; Saint Simon qui propose, en opposition au libéralisme, un système industriel ayant pour objet direct et unique de procurer à plus grande somme de bien-être possible, du bonheur social à la classe laborieuse et productrice et dans lequel il confère à l'Etat un rôle redistributeur (Bidet, 1997).

Selon Laville et Eme (1998) certains théoriciens substituent le terme solidaire à celui de social, ce qui crée une profonde scission au sein de la théorie : l'économie solidaire se soucie de mieux prendre en compte les exclus du marché du travail, de la société et de combler des attentes

spécifiques comme le service aux personnes ou encore le développement d'une proximité locale.

Historiquement et conceptuellement, le terme d'économie sociale et solidaire n'a pas la même signification aux Etats-Unis qu'en Europe. Il reste un concept vague pour les premiers, conçu pour répondre aux dérives du marché et comme une activité à certaines entreprises capitalistes qui exploitent des opportunités pour servir une mission sociale. La valeur économique créée à travers des activités commerciales développées est considérée comme une stratégie permettant à l'entreprise de dégager des ressources financières nécessaires à la durabilité de sa mission sociale. Tel est le sens du terme retour social sur investissement. Ashoka, initié par Bill Drayton en est une illustration concrète. En Europe, au contraire, le terme économie sociale et solidaire ne relève pas de la philanthropie, mais il est composé d'organisations sociales ayant des statuts précis : ce sont des organisations à but non lucratif, basées sur le principe démocratique « un homme, une voix », autonomes et s'appuyant sur une dimension altruiste de l'homme motivée par un partage de valeurs communes avec un objectif d'épanouissement plutôt que d'enrichissement.

Certains théoriciens contemporains comme Gide, Owen et Fourier reconnaissent une filiation dans l'approche alternative que l'économie sociale pouvait offrir à l'économie de marché, ils voient dans les organisations de l'économie sociale à savoir les associations, les coopératives et les mutuelles l'expression du mode de production concurrent à l'économie de marché. Tandis que d'autres travaux de recherche réalisés par Polanyi, Laville, Vienney et Greffe affirment que l'économie sociale pourrait fonctionner comme une complémentaire à l'économie de marché.

D'où notre question de fond examinée dans cet article : Quel est le véritable lien entre l'économie sociale et solidaire et l'économie de marché ?

L'objectif de cet article est d'entrevoir le véritable lien entre l'économie sociale et solidaire et l'économie de marché. Or nous ne pouvons pas parler de lien entre l'économie sociale et solidaire et l'économie de marché sans s'entendre sur le sens des mots qui constituent l'ossature de notre intervention.

### **1. Economie de marché**

Communiquer de l'économie de marché nécessite de définir avant toute chose le terme. Pour ce faire, nous nous remontons à l'histoire de la pensée économique avec la première grande école économique *les physiocrates* avec la définition de Pierre Samuel Dupont de Nemours

*« les fabriques et le commerce ne (peuvent) fleurir que par la liberté et par la concurrence, qui dégoûtent des entreprises inconsidérées, et mènent aux spéculations raisonnables ; qui préviennent les monopoles, qui restreignent à l'avantage du commerce les gains particuliers des commerçants, qui aiguissent l'industrie, qui simplifient les machines, qui diminuent les frais onéreux de transport et de magasinage, qui font baisser le taux de l'intérêt ; et d'où il arrive que les productions de la terre sont à la première main achetées le plus cher qu'il soit possible au profit des cultivateurs, et revendues en détail le meilleur marché qu'il soit possible au profit des consommateurs, pour leurs besoins et leurs jouissances » (Daniel, 2008, p.39).*

Ainsi, l'économie de marché est une économie qui s'effectue entre producteurs et consommateurs en fonction de l'offre et de la demande dans le cadre d'un marché libre et autorégulateur.

Les théories de l'origine de l'économie de marché sont nombreuses et souvent opposées. Des physiocrates aux classiques, en passant par les néoclassiques et les marxistes, et les keynésiens. Comment écrire l'histoire de cette économie ?

### 1.1 Principaux théoriciens de l'économie de marché

Il va sans dire que nombreux sont les courants de pensée qui ont forgé leurs propres postulats sur l'économie de marché. Certes, nous ne pouvons focaliser notre intervention que sur les trois principaux courants ; à savoir, le courant classique, le courant marxiste et le courant keynésien.

#### *La position classique*

Considéré comme père fondateur du courant classique, Adam Smith, croit en liberté économique, individualisme et laisser faire. Selon lui, l'intervention de l'Etat constitue une entrave au bon fonctionnement du marché, le marché est autorégulateur. La recherche d'enrichissement individuel conduit à l'enrichissement collectif via une main invisible.

#### *La position marxiste*

Représentée par le socialiste allemand Karl Marx. Sa thèse met en exergue l'aspect humain, pour la motivation principale de l'économie de marché émane de l'exploitation de la force de travail qualifiée selon lui de plus-value.

La valeur d'un bien provient du travail qui y est introduit, donc que le capital, en tant que rapport social de domination pour l'extorsion de plus-value (Beaud, 2010).

#### *La position Keynésienne*

La théorie de John M. Keynes s'est construite au bout de la crise du chômage, de surproduction et d'inflation de 1929. Dans son ouvrage, La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, paru en 1936, Keynes cherche à répondre à une question centrale, à savoir ; comment rétablir l'équilibre ? Pour répondre à cette problématique trois hypothèses ont été construites :

- 1.En agissant sur l'offre
- 2.En agissant sur l'offre
- 3.L'Etat

Keynes considère qu'il faut agir sur la demande car l'offre est déjà supérieure à la demande. Ce qui revient pour lui à expliquer la demande.

Comment alors s'explique la demande ? Quels sont les déterminants de la demande ?

Pour Keynes  $Y = C + I + G$

Avec

Y : la demande globale

C : la consommation ( $C = aY + b$ ) avec b la consommation incompressible.

I : l'investissement

G : la dépense publique.

Expliquer la demande revient en fait à expliquer comment évolue C, I et G ?

C dépend de a. Or a ne change pas à court terme.

I dépend des anticipations de la demande. Ce qui signifie qu'elle ne bouge que si les investisseurs prévoient une amélioration du climat des affaires, lequel ne peut évoluer à court terme.

Donc pour l'augmentation de la demande globale Y, il faut augmenter la dépense publique G. Seule variable qui peut évoluer à court terme puisqu'elle ne dépend que de la volonté politique. Ce qui permet d'augmenter C et I. D'où l'idée de l'intervention de l'état comme alternative à la crise.

Même si nul autre système économique n'a connu une telle durée ni une telle ampleur géographique, les mouvements citoyens qui se sont multipliés, partout dans le monde, ont montré que tout n'est pas aussi rose qu'on nous le dit. Le marché a montré ces imperfections

dès son apparition et celles-ci se manifestent au niveau microéconomique comme au niveau macroéconomique. D'où notre question cadre de recherche : quelles sont les types d'imperfections du marché ?

## 1.2 Les imperfections de l'économie de marché

### *Imperfections économiques*

Théoriquement, le système de l'économie de marché repose sur des hypothèses bien précises qui constituent son socle. La concurrence pure et parfaite, les biens privés et l'indépendance des fonctions de production et des fonctions de consommation.

La concurrence pure et parfaite, pilier de la conviction libérale, censée permettre l'équilibre sur tous les marchés sous un certain nombre de conditions (Atomicité, Homogénéité, fluidité du marché, transparence du marché et mobilité des facteurs de production).

Les biens privés, une des hypothèses implicites du modèle de concurrence pure et parfaite est que toute la quantité de bien ne peut être utilisée ou consommée à la fois par deux individus (on dit qu'elle est strictement privée).

L'indépendance des fonctions de production et des fonctions de consommation, c'est-à-dire que le producteur en calculant sa fonction de production, il est totalement indépendant des autres producteurs. La même chose est constatée pour le consommateur.

Or, les trois hypothèses sont peu réalistes du fait de l'existence du monopole, des biens collectifs et d'externalités (Tableau1).

Tableau1 : Présentation théorique des dérives de l'économie de marché

	<b>Modèle de l'économie de marché</b>	<b>Dérives et limites</b>
<b>Hypothèse 1</b>	Concurrence Pure et Parfaite Consommateurs (B ; S) Producteur (K ; L)	Monopole
<b>Hypothèse 2</b>	Biens privés Prix=coût marginal	Bien collectifs
<b>Hypothèse 3</b>	Indépendance des fonctions de consommations et des fonctions de productions : $C1 = f(R1)$ $C2 = f(R2)$ $Q1 = f(K1 ; L1)$ $Q2 = f(K2 ; L2)$	Externalités

Source : adapté des travaux de Giraud (2016)

Théoriquement, les hypothèses sont peu réalistes, puisque le système de l'économie du marché est confronté à trois limites (monopole, biens collectifs et effets externes). Qu'en est-il de la pratique ? l'équilibre économique étant théoriquement assuré les crises ne doivent pas apparaître ?

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'économie de marché repose sur le principe de la liberté. Autrement dit, les marchés sont libres et régis par l'équilibre entre offre et demande. Cela dit que les crises ne peuvent pas apparaître. Certes, les crises économiques de 1929, de 1974 et de 2008 en remis en question ce principe. Empiriquement, l'économie de marché est toujours en crise.

Tout au long de cette discussion, nous avons clairement démontré que le système de l'économie de marché connaît des contradictions, ce qui remet en cause les théories classiques. Nous aurions pu également parler des limites sociales et environnementales du système établi.

### *Imperfections sociales*

Les conséquences de l'économie de marché ne tardent pas à apparaître au grand jour, et ses dérives sont décriées et dévoilées à la société civile dans des rapports alarmants par des organismes internationaux, des ONG et des mouvements citoyens.

Elle s'avère ainsi insensible aux dimensions sociales. Livrée à elle-même, elle est incapable d'élaborer des stratégies à long terme conformes aux normes d'un développement socialement incluant, respectueux de la nature et économiquement viable (Jeantet, 2008). En tant que tel, l'économie de marché pur et dur paraît de moins en moins créateur d'emplois et de plus en plus générateur d'inégalités sociales béantes et criardes.

Selon Karl Polanyi la société de marché est un mythe et l'idée de marché autorégulateur une pure utopie. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert. Inévitablement, la société prit des mesures pour se protéger, mais toutes ces mesures, quelles qu'elles fussent, compromirent l'autorégulation du marché, désorganisèrent la vie industrielle, et exposèrent ainsi la société à d'autres dangers. Ce fut ce dilemme qui força le système du marché à emprunter dans son développement un sillon déterminé et finit par briser l'organisation sociale qui se fondait sur lui (Maucourant et Plociniczak, 2011).



Polanyi veut montrer que l'effondrement du système économique international, qui a mis fin à l'équilibre des puissances - équilibre qui a permis presque cent ans de paix en Europe entre 1815 et 1914 - est la fin d'une économie mondiale fondée sur le marché (Groyer, 2015).

Malgré cela, les progrès en matière de développement humain se poursuivent sur le long terme, en matière de durée de vie, de santé, d'éducation. Mais le PNUD met l'accent sur la lenteur et pire encore, l'ambivalence du processus avec les écarts qui continuent à se creuser entre Nord et Sud et au sein même des pays du Nord où plus de 10 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année (PNUD, 2005).

Le rapport souligne en outre, qu'en dépit des richesses existantes, un pan très large de la population mondiale souffre de la pauvreté et de ses conséquences néfastes : maladie, malnutrition, analphabétisme, travail des enfants, nombre croissant de sans-abris (PNUD, 2005).

C'est la nature même du système qui crée ce chômage : la tendance de l'économie de marché est de remplacer la main-d'œuvre par le capital pour augmenter le profit. Ceci se fait forcément au détriment de l'emploi. De plus l'existence du chômage est une bonne chose pour les capitalistes, car elle engendre la baisse du coût du travail.

Comme depuis ses origines, l'économie de marché entendant mettre la main sur les matières premières, la nature est mise au service à ses projets économiques. En n'intégrant pas d'autres critères qu'économique et financier, cette économie demeure une source de danger pour l'humanité tant ses conséquences sur le plan social sont désastreuses.

### *Imperfections environnementales*

La dernière section de ce chapitre clôt notre réflexion sur les dérives de l'économie de marché sur le plan économique, social et humain par une analyse de son impact sur l'environnement. Ce qui nous amènera à nous demander : quelle est la part de responsabilité de cette économie de marché dans la détérioration du milieu naturel ?

La crise écologique planétaire a pris un tournant décisif avec le phénomène du changement climatique. Constat : tout s'accélère bien plus vite que prévu. L'accumulation de gaz carbonique, la montée des températures, la fonte des glaciers polaires et des neiges éternelles, les sécheresses, les inondations : tout se précipite, et les bilans des scientifiques sont loin d'être optimistes.

Qui est responsable de cette situation inédite dans l'histoire de l'humanité ? Tous, scientifiques et néophytes, s'accordent sur la responsabilité de l'homme et son désir d'accéder à plus de richesse et de bien-être matériel. Certes, l'homme habite sur Terre depuis des millénaires, cependant, le réchauffement du système climatique n'a commencé à devenir un danger que depuis les dernières décennies. On estime que la faute en incombe au système capitaliste et plus exactement à l'esprit du marché, à sa logique absurde et irrationnelle d'expansion et d'accumulation à l'infini, à son productivisme obsédé par la recherche de profits financiers.

En n'intégrant pas d'autres critères qu'accumulation du profit financier, satisfactions des intérêts égoïstes individuels, l'économie de marché demeurera une source de dangers pour l'humanité. Il a montré ses écueils tant sur le plan économique que social et écologique.

Le présent et le futur de l'économie de marché ne sont donc pas uniformisés, d'autant que des mouvements internationaux d'une nouvelle allure se sont constitués. Les forums Sociaux Mondiaux ont réuni parfois un nombre trop importante personnes et pèsent désormais dans les débats mondiaux face aux grandes institutions internationales, aux rassemblements d'États et au sommet du capitalisme triomphant.

Les participants à ces forums débattent et interviennent sur de très nombreux sujets : droits de l'homme, développement durable, question du genre, démocratie participative et économique, nouvel ordre mondial...

C'est dans ce contexte qu'il faut interpeller les acquis et le potentiel de l'économie sociale et solidaire. Fidèle aux valeurs qui lui sont propres, elle rejette la poursuite du profit appropriée individuellement. Ainsi, quel sens le concept d'économie sociale et solidaire revêt-il ? D'où vient-il ?

## **2. Economie sociale et solidaire**

L'économie sociale est historiquement souvent interprétée dans sa seule dimension associationniste qui, à l'époque, n'était qu'une réponse parmi d'autres ; mais, aujourd'hui, elle semble être la plus pertinente pour rendre compte d'un mode que l'on souhaiterait alternatif et/ou complémentaire à l'économie de marché. D'où notre premier niveau d'interrogation : D'où vient le terme économie sociale et solidaire que signifie-t-il ?

## 2.1 Bref aperçu historique de l'économie sociale

Comme mode de faire autrement l'économie, l'économie sociale trouve ses racines au niveau mondial dès le Moyen Age où guildes, confréries, jurandes, corporations et compagnonnage constituent autant de formes d'organisation sociale préfigurant ce que seront plus tard les organisations de l'économie sociale. Placées en général sous le patronage d'un saint, guildes et confréries ont une vocation essentiellement charitable, se donnant pour mission de porter secours aux membres d'un métier en cas de maladie ou de décès (Bidet, 1997). Après, avec le socialisme utopique courant de pensée représenté par plusieurs penseurs, à savoir ; Saint Simon qui propose, en opposition au libéralisme, un système industriel ayant pour objet direct et unique de procurer à plus grande somme de bien-être possible, du bonheur social à la classe laborieuse et productrice et dans lequel il confère à l'Etat un rôle redistributeur (Bidet, 1997). Charles Fourier qui s'est efforcé de recréer un milieu exemplaire le phalanstère dans lequel l'homme pourra se développer harmonieusement et où la répartition des biens se fait selon le travail, le capital et le talent dans lequel l'association occupe une place centrale. Ces phalanstères, décrits avec une plus que minutieuse précision pour ce qui relève de leur implantation géographique, de leur forme architecturale et de leur composition sociologique, sont des bâtiments en forme d'étoile. Ils contiennent espaces sacrés, commerciaux et domestiques, organisés de manière collective. Chaque phalanstère compte un nombre  $n$  de phalanstériens réunis par leurs passions communes (Damon, 2005). Sans oublier, le célèbre Proudhon précurseurs du système mutualiste et coopératif.

Inspiré, des fameuses Equitables pionniers Rochdale premier modèle coopératif en Angleterre en 1844. Une expérience qui a débuté par la constitution d'une coopérative tout en se basant sur un ensemble de principes tels que : égalité et contrôle démocratique (un homme, une voix), liberté d'adhésion, répartition des excédents au prorata des activités de chaque membre. Dans les années 1980, certains théoriciens substituent le terme solidaire à celui de social, ce qui crée une profonde scission au sein de la théorie ; l'économie solidaire se soucie de mieux prendre en compte les exclus du marché du travail, de la société et de combler des attentes spécifiques comme le service aux personnes ou encore le développement d'une proximité locale (Laville et Eme, 1998)

Un troisième courant, à côté de celui de l'économie sociale et de l'économie solidaire se revendique comme appartenant à l'économie alternative. L'économie alternative s'inscrit dans une tradition de projet alternatif et de rejet institutionnel et trouve son ancrage contemporain

dans la démarche des communautés de travail de l'après-guerre et des communautés néo-rurales du début des années 70 (Draperi, 2007).

Historiquement et conceptuellement, le terme d'économie sociale et solidaire n'a pas la même signification aux Etats-Unis qu'en Europe. Il reste un concept vague pour les premiers, conçu pour répondre aux dérives du marché et comme une activité à certaines entreprises capitalistes qui exploitent des opportunités pour servir une mission sociale. La valeur économique créée à travers des activités commerciales développées est considérée comme une stratégie permettant à l'entreprise de dégager des ressources financières nécessaires à la durabilité de sa mission sociale. Tel est le sens du terme retour social sur investissement. Ashoka, initié par Bill Drayton en est une illustration concrète. En Europe, au contraire, le terme économie sociale et solidaire ne relève pas de la philanthropie, mais il est composé d'organisations sociales ayant des statuts précis : ce sont des organisations à but non lucratif, basées sur le principe démocratique un homme : une voix, autonomes et s'appuyant sur une dimension altruiste de l'homme motivée par un partage de valeurs communes avec un objectif d'épanouissement plutôt que d'enrichissement.

## 2.2 Définition du concept

Les associations se définissent par une mise en commun entre deux ou plusieurs personnes, de leurs activités ou connaissances, dans un but autre que le partage des bénéfices, même si une activité économique peut exister. Les associations sont présentes dans le monde économique, sportif, culturel, social, sanitaire, éducatif ou encore environnemental. Les coopératives, quant à elles, sont des groupements de personnes qui poursuivent des buts communs (économiques, sociaux, éducatifs...). Il existe des coopératives de production, qui regroupent des producteurs agricoles, et des coopératives de consommation réunissant des consommateurs, plus que des coopératives de transport, de pêche ou de distribution. Il existe également des banques coopératives comme la Banque populaire, le crédit coopératif... Les mutuelles enfin, sont également des groupements de personnes qui souhaitent se prémunir contre des risques, répartissent collectivement les coûts de prévention et de réparation de ces risques. La fonction des mutuelles de santé, en est un exemple (Swaton, 2011).

Les associations, coopératives et certaines mutuelles, formées grâce à l'impulsion de groupes de personnes motivées par un projet commun, sont, à proprement parler, des entreprises sociales appartenant au courant de l'économie sociale (Swaton, 2011), appelées aussi des organisations

de l'économie sociale. Ces organisations combinent des ressources marchandes (par des ventes) et des ressources non marchandes (par des subventions et des dons), monétaires et non monétaires (par des contributions volontaires).

Ces associations, mutuelles, coopératives et fondations, sont guidées par des principes propres (Jeantet, 2008) :

*La libre initiative collective.* Coopérative, mutuelles et associations sont fondées par des ouvriers, des agriculteurs, des consommateurs, des employeurs, des syndicalistes ou des citoyens qui font le libre choix de s'associer sans en attendre un bénéfice financier direct autre qu'un travail ou que la pratique d'une activité solidaire, culturelle ou sportive.

*La démocratie.* Cette initiative collective conduit à mener les projets sur un pied d'égalité. En économie sociale, le pouvoir n'est pas détenu en fonction du capital apporté ou du service rendu (temps offert à une association par exemple). Quel que soit l'apport des individus, chaque membre possède une voix en assemblée générale, contrairement à une société capitaliste où seule l'action donne un pouvoir (décuplé selon le nombre de titres détenus).

*La juste répartition des excédents.* Si les organisations de l'économie sociale n'ont pas de but lucratif, cela ne signifie pas qu'elles ne dégagent pas de bénéfice. Comment imaginer une entreprise coopérative ou mutualiste qui ne dégagerait aucun dividende pour gagner en pérennité, développer de nouveaux projets ? Ce qui les différencie des sociétés classiques est le mode de répartition des excédents. En aucun cas, ils ne rémunèrent la détention de fonds propres. Dans les coopératives, les parts sociales peuvent être abondées, mais dans la limite d'un plafond fixé au départ. Les excédents sont donc réinvestis, placés pour garantir la durabilité de l'entreprise ou sont en partie reversés aux adhérents. C'est le cas, par exemple, dans les mutuelles qui ont eu l'occasion, ces dernières années de ristourner une part des cotisations perçues à leurs sociétaires. Ce principe de juste répartition conditionne le management d'économie sociale.

*L'indivisibilité totale ou partielle des fonds propres.* De plus en plus d'associations sont amenées à développer des activités économiques pour servir leur finalité qui, elle, demeure non lucrative. Elles ont alors besoin de capitaux (fonds propres), mais ils restent impartageables. C'est aussi le cas des mutuelles. Dans les coopératives, les membres disposent de parts sociales rémunérées, mais elles doivent constituer des réserves impartageables. De plus, ces parts sociales sont liées à une activité dans l'entreprise et l'inclusion d'apporteurs de fonds extérieurs est très limitée. Grâce à ce dispositif, durable avant l'heure, les entreprises de l'économie sociale ne peuvent pas être l'objet d'opération d'achat ou de revente. Certains crient au

collectivisme. Mais il n'en est rien puisque l'adhésion est libre, ce système n'est imposé par personne. C'est un choix sociétal.

*La promotion de l'individu.* L'idée d'harmonie sociale et civique des individus pour éviter l'isolement et le poids des inégalités est au cœur de ce principe. Faciliter l'insertion des personnes, reconnaître leur place dans les activités économiques et sociales en tant qu'acteur, producteur, consommateur, ou apporteur d'idées donne un relief particulier à la citoyenneté. Cette notion s'élargit progressivement à celle du respect de l'environnement.

*L'indépendance vis-à-vis de l'Etat.* En France, à l'occasion du centenaire de la loi de 1901, le monde de l'économie sociale a fermement rappelé qu'il n'était pas le prolongement commode des administrations cherchant à échapper à leurs lourdeurs. Dans les pays de l'ancien bloc soviétique, cette émancipation est capitale puisque les coopératives étaient souvent considérées comme des excroissances du pouvoir institutionnel.

Il n'est pas aisé de donner une définition unanime de cette économie sociale. Pourtant, de nombreux théoriciens contemporains comme Owen, Gide et Fourier reconnaissent une filiation dans l'approche alternative que l'économie sociale pouvait offrir à l'économie de marché. Ils voient dans les organisations de l'économie sociale l'expression du mode de production concurrent au mode capitaliste. D'autres affirment qu'il ne s'agit pas là d'une critique de l'économie de marché. Historiquement, l'économie sociale n'est pas anticapitaliste, mais se constitue au XIX<sup>e</sup> siècle par des réponses nombreuses et variées à une même question : celle de la répartition des richesses (Swaton, 2011).

Une diversité des compromis entre économie sociale et solidaire et économie de marché. D'où notre deuxième niveau d'interrogation : les organisations de l'économie sociale et solidaire offrent-elles un modèle susceptible de substituer le système économique dominant ou une forme de complémentarité ?

### **3. Diversité des compromis entre économie sociale et solidaire et économie de marché**

Nous retiendrons de cette réflexion la mise en évidence d'une diversité de compromis possibles entre économie sociale et solidaire et économie de marché, diversité observée à la fois dans l'espace et dans le temps. Et après avoir discuté l'idée d'une séparation, nous présenterons les différentes formes de complémentarité possibles.

#### **3.1 L'économie sociale et solidaire comme alternative à l'économie de marché**

La réflexion analytique dominante considère que l'économie sociale et solidaire avec ses composantes organisationnelles (associations, coopératives, mutuelles et fondations) constituent une alternative à l'économie de marché.

Les premiers théoriciens qui soutiennent cette perspective d'analyse sont de pensée utopique Saint-Simon, Fourier, Owen, les pères fondateurs du socialisme utopique. En XIX<sup>ème</sup> siècle Owen oppose aux deux principes de l'économie de marché à savoir ; l'individualisme et la concurrence un système de coopération mutuelle. Une pratique coopérative qui répond au principe de l'économie sociale (Draperi, 2003).

Une coopérative qui répond ainsi à l'intérêt collectif de ses membres. C'est dans le prolongement de l'analyse du secteur coopératif faite par G. Fauquet au milieu des années 1930 que se situe la version moderne de l'économie sociale (Bidet, 2000).

Draperi (2003) avec ses propres mots, l'injustice sociale et économique, la violence symbolique et l'égoïsme dont est porteuse l'économie capitaliste et le poids que cette économie est susceptible de prendre sur des pouvoirs politiques, y compris les gouvernements les plus démocratiques, donnent la mesure de l'enjeu que représente la possibilité d'une alternative économique démocratique.

Jeantet (2008) propose de faire reposer l'existence de l'économie sociale et solidaire sur les interstices de l'économie de marché. Selon lui, l'économie de marché est incapable d'élaborer des stratégies à long terme conformes aux normes d'un développement socialement incluant, respectueux de la nature et économiquement viable. Et C'est dans ce contexte qu'il faut interpellier les acquis et le potentiel de cette économie sociale qui, fidèle aux valeurs qui lui sont propres, rejette la poursuite du profit financier approprié individuellement et, de ce fait, subvertit l'économie de marché.

Un autre pan de l'analyse économique standard, évoqué dans l'ouvrage dirigé par Jean-Claude Barbie (2017), propose de faire reposer l'existence de l'économie sociale et solidaire sur la présence d'externalités positives, une autre défaillance de marché. Les bénéfices individuels du producteur et ceux de la société divergent, ce qui justifie de façon strictement économique des transferts financiers de la puissance publique vers les organismes produisant ces externalités positives. Toutefois, même dans une version étendue, cette approche strictement économique



et désencastrée ne permet guère d'expliquer l'origine de l'existence et le dynamisme de l'économie sociale et solidaire (Gallois, 2018).

Admettre l'hypothèse que l'économie sociale et solidaire en est l'alternative crédible de l'économie de marché dans la mesure où elle apporte des réponses définitives aux dérives du système de marché démontre que le mode de production classique (capitaliste) avec ces principes et ces structures doivent être dépassés. Les tenants de la question relative à l'alternative sont amenés à présenter des réponses rassurantes à propos du projet de l'économie sociale et solidaire.

Bien qu'elle puisse répondre aux dérives de l'économie de marché, l'économie sociale et solidaire pourrait en constituer une alternative. Mais les questions cadres qui nous interpellent sont plutôt : l'alternative que constitue l'économie sociale et solidaire pourrait-elle apportée en elle-même un système autonome tant sur le plan économique que social ? Ou dépend-elle du système économique classique sous un angle de complémentarité ?

### 3.2 L'économie sociale et solidaire partie intégrante de l'économie de marché

L'autre perspective analytique fonde son intime conviction sur le fait que le terme de l'économie sociale et solidaire ne permet pas d'appréhender sa propre dimension alternative. En effet, cette économie sociale solidaire n'est pas anticapitaliste, postulat forgée par plusieurs théoriciens que nous mettons en exergue.

Détracteur de l'économie de marché et du libéralisme, K. Polanyi se réclame d'un socialisme associationniste, qui n'abolirait pas le marché mais le réencastrerait dans le rapport social sous le contrôle de l'État (Grelley, 2019).

L'économie sociale Walrassienne, apparaît en quelque sorte, comme la contribution de la sphère économique à la justice sociale. Dès 1864, Walras prononcera plusieurs leçons sur les associations populaires de consommation, de production et de crédit, qu'il appelle aussi sociétés coopératives. Mais à la différence des socialistes utopiques il ne leur confère aucun rôle de transformation sociale il les cantonne strictement à la sphère de l'économie politique entant qu'un des éléments du système de production au même type que les autres entreprises agricoles, industrielles et commerciales (Bidet, 1997).



Bidet (1997, P.40) énonce en paraphrasant Greffe « *si chacun s'accorde sur le fait qu'il existe tout un pan de l'économie qui s'écarte des lois de marché et la régulation bureaucratique, il est cependant bien difficile d'en centrer les contours* ». C'est également l'avis de Vienney (1994) qui a marqué toute la seconde moitié du XXe siècle, qui avait la critique féroce envers ceux qui pensaient l'économie sociale en termes d'alternative.

Une autre analyse, adossée à celle de Greffe et de Vienney, celle de Borzaga et Defourny (2001) qui pour eux les entreprises sociales, principale composante de la nouvelle économie sociale sont, loin de la perspective d'alternative.

Le débat sur la place de l'économie sociale et solidaire par rapport à l'économie de marché n'est pas nouveau. L'impossibilité de fonctionnalité de l'économie sociale et solidaire comme secteur apart entière est étayée par des arguments dont nous n'avons fait ressortir dans les pages en haut que les aspects les plus visibles mis en évidence que les analyses élémentaires. Ces arguments ne laissent en aucun doute le fait que la prédiction de l'économie sociale et solidaire dépend de nouvelles formes de complémentarités avec l'économie de marché.

## Conclusion

Tout au long de cette réflexion, il a été question de palper, le véridique lien entre l'économie de marché et l'économie sociale et solidaire.

La problématique et les questions de recherche de notre contribution ont soulevé de nombreuses sous-questions. A la suite des réponses obtenues à ces interrogations nous tirerons différents apports théoriques auxquels pourrait contribuer notre intervention.

Sur le plan théorique, l'oxymore binaire économie sociale et solidaire-économie de marché reste fort dans l'appréhension et l'analyse des phénomènes sociaux (pauvreté, exclusion, disparités territoriales et inégalités sociales).

Sur la réalité observable l'économie sociale et solidaire et l'économie de marché l'une complète l'autre. A titre d'exemple, les entrepreneurs sociaux cobayes de l'économie sociale et solidaire perçus comme se manifestant pour des alternatives aux périls de l'économie de marché tout en répondant à des besoins sociaux, aujourd'hui se compromettent dans des marchandisations des biens et services.

Nous restons fondamentalement optimistes tout en sachant, nous l'avons dit, qu'il est question de penser les formes de complémentarité entre économie sociale et solidaire et économie de marché. Il faut s'engager à accélérer et à accompagner le processus de dualité. Pour nous l'économie sociale et solidaire, c'est à la fois un outil de réforme, des dérives du système économique dominant, mais c'est aussi un moyen de tirer l'économie de marché vers le haut et de dépasser ses imperfections. L'économie sociale et solidaire cherche à avoir un impact positif sur le système sachant que, selon nous, aucun système ne répond-il seul à tous les besoins. Quelles que soient les améliorations apportées au système, il y aura toujours des populations qui n'y correspondront pas et qui seront en dehors. D'où le terreau de complémentarité entre Etat, économie de marché et économie sociale et solidaire porte en lui-même la solution crédible.

## Bibliographie

- Beaud M. (2010), histoire du capitalisme. Paris, le seuil.
- Bidet E. (1997), l'économie sociale, Le Monde-Edition, Bruxelles.
- Bidet E. (2000), Économie sociale : un éclairage théorique sur un concept méconnu. Économie et solidarité, pp.8-9
- Borzaga, C. & J. Defourny, eds. (2001), The Emergence of Social Enterprise, London and New York, Routledge, pp.350-370.
- Damon J. (2005), la pensée de... Charles Fourier (1772-1837), pp.85-85
- Daniel J. M (2008), l'économie de marché : liberté et concurrence, pp.39
- Draperi J-F (2003), l'économie sociale et solidaire : utopie, alternative, réforme ? pp.11-14
- Draperi, J., F. (2007), comprendre l'économie sociale, fondements et enjeux, Dunod.
- Eme, B., & Lville, J. L., (1988), les petits boulots en question, pp.81
- Gallois F. (2018), diversité des compromis entre économie sociale et solidaire et État, perspective historique et éléments pour une comparaison internationale, pp.7-8
- Giraud, P., N (2016), principes d'économie, la découverte.
- Grelley P. (2019), Karl Polanyi : une vision humaniste de l'économie, pp.37-37
- Groyer S. (2015), *capitalisme et économie de marché, thèse de doctorat* Université Panthéon-Sorbonne - Paris I. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01222227/document>
- Jeantet T. (2008), l'économie sociale, une alternative au capitalisme.
- Kayser, O., & Budinich, E., (2016), changer d'échelle : l'entreprise au service de l'innovation sociale. Entrepreneuriat social en action, Rue de l'échiquier.
- Maucourant, J., & Plociniczak, S., (2011), Penser l'institution et le marché avec Karl Polanyi Contre la crise (de la pensée) économique, pp.4
- PNUD. (2005), rapport mondial sur le développement humain, pp. 56-59
- Swaton S. (2011), une entreprise peut-elle être sociale dans une économie de marché ? l'Hèbe.
- Vienney C. (1994), l'économie sociale, pp.118-120